



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Lutte-contre-l-exploitation-sexuelle-Le-ministere-de-la-Securite-publique-a>

Lutte contre l'exploitation sexuelle : « Le ministère de la Sécurité publique a coupé le seul programme qui existait », Manon Massé

Date de mise en ligne : dimanche 14 février 2016

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Montréal, le 14 février 2016 – La députée de Québec solidaire de la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé, dénonce l'abolition récente par le gouvernement libéral du Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescent.e.s. Il s'agissait du seul programme spécifique pour lutter contre l'exploitation sexuelle des jeunes.

« Alors que le gouvernement nous dit depuis une semaine qu'il a tout fait correctement, dans les faits il y a moins de programmes et d'argent pour lutter contre l'exploitation sexuelle qu'il n'y en avait il y a deux ans. Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescent.e.s finançait plusieurs organismes pour qu'ils développent des projets pour prévenir et réduire l'exploitation sexuelle. Ces organismes se sont fait annoncer la fin de leur financement il y a plusieurs mois ! Les choix budgétaires du gouvernement ont contribué à la crise actuelle », déclare Mme Massé.

Seulement à Montréal, plusieurs organisations ont appris dans les derniers mois que le ministère de la Sécurité publique abolissait ce programme et ce, malgré les conclusions du Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle qui appelait dès 2014 à mieux financer le travail de proximité en ce domaine. Selon la députée solidaire, le gouvernement ne veut pas reconnaître que ses décisions passées ont empiré la situation.

L'organisme L'Anonyme, a vu le financement de son projet Orbite coupé l'été dernier : « Annuellement, plus de 2500 jeunes de Montréal ont reçu des ateliers en prévention de l'exploitation sexuelle. Des thèmes tels que le cycle du recrutement, le consentement, les relations saines et égalitaires étaient traités. La fin du financement est catastrophique car les équipes de sexologues en place avaient toutes les compétences nécessaires pour informer les jeunes et leur permettre de faire des choix plus éclairés », explique la directrice générale Sylvie Boivin.

L'organisme Stella s'est aussi fait annoncer que son financement ne serait pas renouvelé au 31 mars : « Stella a développé un projet d'intervention auprès des jeunes femmes qui gravitent dans l'industrie du sexe. Avec ce projet, nous intervenons directement dans les endroits où les gangs de rue sont présentes et où on retrouve des jeunes femmes qui peuvent être exposées à des situations d'exploitation sexuelle ou de violence. Notre intervention vise à leur donner les moyens de se protéger, en particulier d'échapper à la violence sexuelle. Maintenant, nous ne pouvons plus continuer cette intervention unique au Québec », déplore Sandra Wesley, directrice générale chez Stella.

Manon Massé exige de Martin Coiteux, ministre de la Sécurité publique, le renouvellement du programme et une bonification de son financement. « J'espère qu'étant donné l'indignation publique, M. Coiteux va rapidement annoncer qu'il reconduit et bonifie le financement pour ces projets qui ont démontré leur utilité et leur efficacité. L'austérité libérale ne doit pas mettre en danger nos adolescentes. L'abolition du programme ce n'est pas de la rigueur, c'est de la négligence », conclut Mme Massé.